

Délibération n°805 Prime pouvoir d'achat exceptionnelle

Réunion du Comité Syndical du 7 février 2024

Effectif légal du conseil syndical : 64 Nombre de conseillers en exercice : 64 Nombre de conseillers présents : 39 Nombre de conseillers représentés : 2

Nombre de votants : 41

Convoqué le 24 janvier 2024, le conseil syndical s'est réuni le 7 février 2024 à 18h00, en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Dominique ADENOT.

116° Séance

Étaient présents les délégués dont les noms suivent :

Monsieur Dominique ADENOT Monsieur Claude AUBERT Monsieur Nicolas BONNET

Monsieur Éric BRUN

Monsieur Philippe CARTAILLER Monsieur Jean-Michel CHARLAT

Monsieur Alain DEAT

Madame Nathalie DOS SANTOS

Monsieur Gérard DUBOIS

Madame Catherine FROMAGE

Monsieur Dominique GUÉLON Monsieur Jean-Pierre HEBRARD

Monsieur Sylverin KEMMOE

Monsieur Jean-Marc LAVIGNE

Madame Christine LECHEVALLIER

Madame Nathalie MARIN

Madame Dominique MARQUIE

Monsieur Christian MELIS

Monsieur Cédric MEYNIER

Monsieur Jean-Michel ONDET

Madame Christine PACAUD

Monsieur Gilles PAULET

Monsieur Pierre PÉCOUL

Madame Mina PERRIN

Monsieur Pascal PIGOT

Monsieur Jérôme PIREYRE

Monsieur Stéphane PONCE

Monsieur Marc REGNOUX

Monsieur François REPOLT

Monsieur Bruno RESSOUCHE

Monsieur Jean-Pierre ROUSSEL

Madame Sandrine ROUSSEL

Madame Valérie ROUX

Monsieur Bruno VALLADIER

Monsieur Dominique VAURIS

Monsieur Gilles VESCOVI

Monsieur Roland GRENET

Monsieur Jean PICHON

Madame Béatrice ROUGANNE

Étaient excusés / absents :

Monsieur Claude AIGUESPARSES

Monsieur Marcel ALEDO

Monsieur Jérôme AUSLENDER

Monsieur Dominique BANNIER

Monsieur Nicolas BEAURE

Monsieur José BELDA

Monsieur Frédéric BONNICHON

Monsieur Jean-Pierre BRENAS

Monsieur Jean-Christophe CERVANTES

Monsieur Gérard CHANSARD

Monsieur Alain CHARLAT

Monsieur Antoine DESFORGES

Madame Blandine GALLIOT

Monsieur Éric GRENET

Monsieur Gérard GUILLAUME Monsieur Yann GUILLEVIC Monsieur Michel LACROIX Monsieur Jacques LARDANS Monsieur André MAGNOUX Madame Christine MANDON Madame Danielle MISIC Monsieur Sébastien MORIN Monsieur Jean-Marc MORVAN

Monsieur Gilles PÉTEL

Madame Anne-Marie PICARD

Monsieur Laurent THEVENOT

Madame Nadine VALLESPI

Monsieur Nicolas WEINMEIST

Avaient donné pouvoir :

Monsieur Frédéric BONNICHON Madame Blandine GALLIOT à Monsieur Marc REGNOUX à Madame Mina PERRIN

PRIME POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité social territorial en cours;

Considérant que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement;

L'autorité territoriale propose à l'assemblée délibérante, afin d'amortir le choc de l'inflation et de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics, d'instaurer la prime forfaitaire de pouvoir d'achat, selon les modalités suivantes :

LES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La présente prime est attribuée aux agents fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public sous réserve de remplir les conditions cumulatives ci-dessous :

- avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023,
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023,
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023.

La rémunération brute prise en compte est celle perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, déduction faite de la prime de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et de la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées.

LA DETERMINATION DU MONTANT

Les montants pouvant être alloués varient en fonction de la rémunération de l'agent sur la période de référence. Dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Plafond maximum de la prime de pouvoir d'achat pour un poste à temps complet
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le montant de la prime, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par l'employeur qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée si besoin pour correspondre à une année pleine.

LES CONDITIONS DE VERSEMENT

Cette prime est versée par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023 la prime est versée par chacun d'entre eux.

Cette prime est versée en un versement unique avant le 30 juin 2024.

LES CONDITIONS DE CUMUL

Cette prime est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçue par l'agent.

L'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Pour information le coût pour la collectivité sera de 5 886 €

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré, décide d'adopter la prime pouvoir d'achat exceptionnelle et d'attribuer le montant maximum aux agents remplissant les conditions d'éligibilité.

ADOPTE à l'unanimité des membres présents

À Clermont-Ferrand, le 8 février 2024.

Dominique ADENOT,

Président.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

063-200048171-20240207-20240207-805-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/02/2024

CLERMON